

Zeitschrift: Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio
Herausgeber: Staatssekretariat für Wirtschaft
Band: 20 (1902)
Heft: 404

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 30.06.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Eidg. Amt für geistiges Eigentum. — Bureau fédéral de la propriété intellectuelle.

Marken. — Marques.

Eintragungen. — Enregistrements.

Nr. 15,177. — 12. November 1902, 8 Uhr.

L. Bader, Kaufmann,
Zürich (Schweiz).

Kindersaugflaschen, Gummisauger, Hülsen, Beinscheiben
und Flaschenwärmer.

LIEBLING

Nr. 15,178. — 12 novembre 1902, 11 ore.

Teresa Valtolina, fabbricante,
Lugano (Svizzera).

Prodotto per pulire.



LISCIVA SIRIUS

UNICO PREPARATO
Chimico Metallurgico
che pulisce istantaneamente
RAME, OTTONE
Serramenti
vetri specchi e mobili

Nr. 15,179. — 13. November 1902, 8 Uhr.

Münchener Export Malzfabrik München Aktiengesellschaft,
München (Deutschland).

Malz.

Salvator

Nr. 15,180. — 13. November 1902, 8 Uhr.

Max Doenhardt, Fabrikant,
Köln (Deutschland).

Desinfektionsmittel.

Septoforma

Nr. 15,181. — 13 novembre 1902, 8 h.

Société anonyme Petit Pierre Watch Co, fabrique,
Chaux-de-Fonds (Suisse).

Montres, parties de montres et étuis.

TIME GUARD

Retrait des billets de 100 florins d'Autriche de la Banque d'Autriche-Hongrie et l'émission de billets de 100 couronnes de cet établissement.

A teneur du décret du ministère des finances d'Autriche-Hongrie, du 4 octobre, et de l'avis publié par la Banque d'Autriche-Hongrie en date du 6 octobre de l'année courante, les billets de 100 florins d'Autriche de la banque susindiquée seront retirés de la circulation et remplacés par des billets de 100 couronnes.

A. Retrait des billets de 100 florins.

En ce qui concerne le retrait des billets de 100 florins d'Autriche, le gouvernement des royaumes et pays représentés au Reichsrat et le gouvernement des pays de la couronne de Hongrie ont, d'accord avec le conseil général de la Banque d'Autriche-Hongrie, décidé ce qui suit:

- 1° Les billets de 100 florins d'Autriche actuellement en circulation et portant la date du 1^{er} mai 1880, seront acceptés en paiement ou pour l'échange par les caisses principales de la Banque d'Autriche-Hongrie et ses agences jusqu'au 30 avril 1904.
- 2° Du 1^{er} mai au 31 octobre 1904, ces billets seront encore acceptés en paiement ou pour l'échange par les caisses principales de la Banque d'Autriche-Hongrie, à Vienne et à Budapest, tandis que les autres agences ne les accepteront plus que pour l'échange.
- 3° Le dernier délai pour l'acceptation de ces billets en paiement expirera le 31 octobre 1904, et l'obligation de les échanger sans autre formalité sera dès lors limitée aux deux caisses principales de Vienne et de Budapest. A partir de cette date, l'échange ne pourra plus être opéré auprès des agences que sur demande spéciale et avec l'autorisation du conseil général de la banque.

Pour obtenir cette autorisation, les billets présentés au remboursement devront être consignés auprès des agences.

Toute obligation pour la Banque d'Autriche-Hongrie de rembourser ses billets de 100 florins cessera complètement le 31 octobre 1910.

B. Emission des billets de 100 couronnes.

L'émission des nouveaux billets de 100 couronnes de la Banque d'Autriche-Hongrie aura lieu aux caisses principales de Vienne et de Budapest, ainsi qu'à toutes les agences, le 20 octobre 1902.

Ces nouveaux billets de 100 couronnes portent la date du 2 janvier 1902 et sont remboursables en espèces légales.

Nous en donnons ci-après la description, en ce qui concerne les dimensions, la couleur, la vignette, etc., ainsi que le texte.

Description du billet de banque de cent couronnes de la Banque d'Autriche-Hongrie, de l'année 1902.

Les billets de 100 couronnes de la Banque d'Autriche-Hongrie, de janvier 1902, ont un format de 165 millimètres de largeur et de 110 millimètres de hauteur; ils présentent, sur un papier sans filigrane, une impression double, d'un côté avec texte allemand, de l'autre côté avec texte hongrois.

La vignette proprement dite, qui est imprimée en couleur verte et mesure 155 millimètres de largeur sur 100 millimètres de hauteur, se compose d'un encadrement rectangulaire, dont la partie supérieure et les deux côtés sont remplis par des guillochis.

La partie supérieure porte en blanc, sur trois guillochis, les chiffres 100, qui sont répétés, également en blanc et placés sur un guillochis, dans un cartouche formant le coin droit supérieur du billet.

A ce cartouche sont suspendus par des nœuds de rubans, du côté allemand, les attributs de la science et, du côté hongrois, les attributs de la musique.

La partie inférieure de l'encadrement est formée par un socle, qui porte sur le côté allemand, en caractère squelette, la valeur nominale du billet, soit cent couronnes, en huit différentes langues du pays, comme suit:

STO KORUN — STO KORON — CTO KOPOH — CENTO CORONE —
STO KRON — STO KRUNA — CTO KPYHA — UNA SUTA COROANE.

Du côté hongrois, à la place où se trouve désignée la valeur en différentes langues, celle-ci n'est indiquée qu'en langue hongroise, deux fois et avec les mots «Száz korona».

Le milieu de ce socle forme une tablette surélevée, qui contient, en caractères romains du côté allemand et du côté hongrois, la disposition pénale: «Die Nachmachung der Banknoten wird gesetzlich bestraft», respectivement «A bankjegyek utánzása a törvény szerint büntetettik».

A gauche de la tablette et des deux côtés de la vignette, on voit sur le socle un groupe de figures, composé d'une femme vêtue et d'un enfant nu, dans lequel la femme est assise sur un banc de pierre, dont le bras-appui droit, en forme de tête et de pied de griffon, se détache vigoureusement.

Du côté allemand, la femme est assise plus près du bord du billet, le regard fixé sur une feuille de parchemin, dont elle tient de sa main gauche l'extrémité sur ses genoux, tandis que son autre main repose sur l'épaule gauche de l'enfant qui s'appuie contre elle. Celui-ci, au moment où il va écrire sur la feuille de parchemin qu'il tient dans sa main gauche, lève la tête en jetant un regard interrogateur vers la femme. Aux pieds de l'enfant, on voit un globe terrestre.

Du côté hongrois, la femme est assise plus contre le milieu du billet et jette un regard ferme vers le dehors; elle appuie de sa main gauche un livre ouvert sur ses genoux. A sa droite se tient l'enfant, qui, soutenu par le bras droit de la femme, regarde dans le livre. La main droite tient une plume; la gauche s'appuie sur la cuisse de la femme.

L'arrière-plan de ce groupe est formé par une draperie, qui retombe en plis sur le banc de pierre dont mention ci-dessus et qui porte dans sa partie supérieure, au coin gauche de la vignette allemande, l'aigle impériale autrichienne et, sur la vignette hongroise, les armes des pays de la couronne de Hongrie, toutes deux, l'aigle autrichienne et les armes hongroises, entourées, en guise de feston, d'une guirlande de fruits.

Le côté droit de l'espace intérieur est dominé par une figure masculine, représentant, sur la vignette allemande, un forgeron debout, faisant face au spectateur, le marteau appuyé sur l'enclume et celle-ci entourée des attributs correspondant au métier de forgeron. La figure masculine de la vignette hongroise, vue de dos, représente un moissonneur, qui se tient debout en s'appuyant sur sa faux et au pied duquel se trouvent les attributs de l'agriculture.

Le texte se trouve placé au milieu du billet, sur un fond en relief entouré d'une rosette délicatement guillochée.

Le fond, de couleur rouge brun, couvre toute l'étendue du billet et n'accuse un ton légèrement plus clair que dans la partie médiane de l'espace qui couvre le texte. Sur le côté allemand, au-dessus des caractères se trouvent imprimées en couleur rouge les séries et, sur le côté hongrois, les numéros.

Le texte du billet, y compris la désignation de la raison sociale, est le suivant sur le côté allemand:

«Die Oesterreichisch-ungarische Bank zahlt gegen diese Banknote bei ihren Hauptanstalten in Wien und Budapest sofort auf Verlangen

Hundert Kronen

in gesetzlichem Metallgeld.

Wien, 2. Jänner 1902.

OESTERREICHISCH-UNGARISCHE BANK,

Bilinski

Gouverneur.

Pranger

Generalsekretär.

Schlumberger

Generalrat.

et sur le côté hongrois:

«Az Osztrák-magyar bank e bankjegyért bárki kívánságára azonnal fizet bécsi és budapesti főintézetinél

Száz Korona

törvényes ércpénzt.

Bécs, 1902. január 2-án.

OSTRÁK-MAGYAR BANK

Bilinski

kormányzó.

Pranger

vezérigazgató.

Mecluvart

főtanácsos.

Vienne, en octobre 1902.

Berne, le 8 novembre 1902.

(V. 46°)

Département fédéral des Finances:

Brenner.

Compagnie d'assurances générales sur la vie des hommes,

établie à Paris, 87, Rue de Richelieu.

Balance générale des écritures au 31 décembre 1901.

Actif.		Balance générale des écritures au 31 décembre 1901.		Passif.	
fr.	ct.			fr.	ct.
109,176,972	28	Immeubles.		Capital social et réserve statutaire	16,800,015
130,084,166	92	Fonds d'état français.		Réserve de prévoyance	1,200,000
2,244,422	90	Obligations tunisiennes.		Réserve de bénéfices	2,800,000
16,144,894	87	Emprunts de villes et de départements et annuités diverses dues par l'état.		Dotations au fonds spécial d'assurance en cas de guerre	1,000,000
266,822,192	76	Valeurs françaises garanties par l'état.		Caisse de prévoyance des employés de la compagnie	2,737,953
21,999,260	12	Valeurs françaises diverses.		Caisses de prévoyance diverses	802,469
137,061,804	46	Fonds d'états étrangers.		Réserves mathématiques pour risques en cours (réassurances non déduites)	fr. 741,555,694. 70
50,540,281	06	Valeurs étrangères diverses.		Réserves mathématiques des risques rattachés à divers réassureurs	9,395,566. 25
336,508	58	Cautionnements déposés à l'étranger.		Réserves mathématiques pour risques en cours (réassurances déduites)	732,160,128
9,824,752	61	Placements hypothécaires.		Réserve supplémentaire des comptes d'assurances et de rentes viagères	10,092,338
18,186,750	58	Avances sur polices d'assurances de la compagnie.		Sinistres à régler	2,375,106
655,228	15	Valeur des nues propriétés.		Assurances échues et non réglées	439,770
289,347	75	Valeur des usufruits.		Arrérages échus et non réglés	1,218,386
5,850	—	Effets à recevoir.		Loyers reçus d'avance	751,658
1,389,840	49	Espèces en banque.		Sommes restant dues sur immeubles	420,000
5,082	61	Espèces en caisse.		Sommes dues aux assurés participants pour l'exercice courant	2,676,961
73,236	—	Sommes dues par les réassureurs pour sinistres à régler.		Sommes dues aux assurés participants pour les exercices précédents	10,800
2,925,655	35	Primes échues et non recouvrées.		Dividende net d'impôt dû aux actionnaires p. l'exercice courant	4,800,000
4,837,321	91	Soldes débiteurs des agences.		Dividende net d'impôt dû aux actionnaires pour les exercices précédents	98,260
1,425,469	—	Loyers échus au 31 décembre 1901 et non recouvrés.		Commissions et frais de l'exercice restant à régler au 31 décembre 1901	590,000
7,493,071	50	Intérêts courus sur valeurs et non encaissés au 31 décembre 1901.		Fonds disponibles pour actes de bienfaisance	135,894
487,517	56	Divers comptes débiteurs.	(B. 89)	Solde du compte de profits et pertes	31,767
				Divers comptes créditeurs	865,715
782,007,227	46				782,007,227

Nichtamtlicher Teil — Partie non officielle

Aussenhandel Englands.

Einfuhr

	Oktober		Januar-Oktober	
	1902	Differ. gegen 1901	1902	Differ. gegen 1901
Lebende Tiere	747,229	—	6,884,268	— 1,182,529
Nahrungsmittel:				
a. zollfrei	9,051,201	+ 165,533	83,940,743	+ 2,845,842
b. zollpflichtig	10,877,350	+ 586,754	90,731,483	+ 1,849,302
Tabak	684,398	+ 160,474	4,865,928	+ 1,033,863
Metalle	2,391,433	+ 230,353	25,466,982	+ 185,880
Chemische Produkte und Farbstoffe	451,117	+ 26,292	5,199,946	+ 38,005
Öle	1,063,070	+ 14,802	9,738,947	+ 598,509
Robstoffe für die Textilindustrie	5,552,704	+ 1,864,153	59,179,357	+ 459,186
Andere Rohstoffe	5,639,221	+ 815,876	49,768,416	+ 275,702
Fabrikate	9,142,660	+ 692,168	83,189,270	+ 4,123,847
Andere Artikel	1,096,681	+ 339,534	15,612,342	+ 1,683,436
Poststücke	126,266	+ 44,809	1,137,668	+ 61,976
Total	46,854,330	+ 2,502,927	435,709,350	+ 6,968,378

Ausfuhr

	Oktober		Januar-Oktober	
	1902	Differ. gegen 1901	1902	Differ. gegen 1901
Lebende Tiere	81,624	+ 3,331	636,782	+ 35,678
Nahrungsmittel	1,737,572	+ 241,440	13,180,855	+ 1,117,755
Robstoffe	3,109,090	+ 199,452	26,564,447	+ 2,763,263
Garne und Gewebe	8,994,917	+ 8,088	86,147,051	+ 133,396
Metalle u. Metallarbeiten	3,931,517	+ 577,392	86,376,785	+ 2,325,150
Maschinen	1,577,303	+ 16,320	15,506,681	+ 487,252
Schiffe	596,130	+ 81,674	5,922,066	+ 1,661,651
Konfektion	1,144,572	+ 169,996	9,768,237	+ 784,514
Chemische und pharmaceutische Produkte	826,237	+ 38,482	8,098,370	+ 585,863
Andere Artikel	3,461,846	+ 23,989	32,262,752	+ 793,764
Poststücke	300,018	+ 1,823	2,509,466	+ 44,853
Total	25,149,881	+ 1,166,195	284,663,502	+ 1,536,826
Wiederausfuhr	5,658,340	+ 652,756	55,007,026	+ 1,847,969
Totalausfuhr	30,808,171	+ 1,818,951	339,670,528	+ 3,384,795

Verschiedenes — Divers.

Sozialpolitik im deutschen Handelstage. Am 18. Oktober hatten die vereinigten Kommissionen des deutschen Handelstages betr. Sozialpolitik und betr. Kleinhandel über eine Reihe von Anträgen auf diesem Gebiete zu beraten. Die «Soziale Praxis» berichtet folgendes: Ueber die Ruhezeit der Angestellten des Handels und über den Ladenschluss lagen Anträge der Handelskammern in Erfurt und Sorau vor, und zwar verlangte Erfurt Erleichterungen zur Durchführung eines allgemeinen Achtuhr-Ladenschlusses im Gegensatz zu Sorau, das eine ausnahmslose Festsetzung der Geschäftszeit von 7 Uhr morgens bis 9 Uhr abends für offene Ladengeschäfte forderte; beide Kammern stellten übereinstimmend den Antrag, dass die ununterbrochene Ruhezeit der Angestellten in offenen Ladengeschäften von 11 auf 10 Stunden herabzusetzen sei. Während die Kommission es in Bezug auf den ersten Antrag angesichts der Tatsache, dass das Gesetz die Ruhezeit für Gemeinden mit mehr als 20,000 Einwohnern auf 11 Stunden festgesetzt habe, nicht für angezeigt hielt, eine Einschränkung der Zeit auf 10 Stunden zu befürworten, verbielt sie sich gegenüber der Erleichterung der Durchführung einer allgemeinen Festsetzung des Achtuhr-Ladenschlusses vollkommen ablehnend, da eine solche mit dem Interesse der Ladeninhaber nicht vereinbar sei. Auf die Anregung Erfurts, darauf hinzuwirken, die Bestimmungen der Gewerbeordnung in der Richtung schärfer zu fassen, dass die Ruhezeit der Angestellten auch gegen ihren Willen zu gewähren sei, eine Frage, die neuerdings im Gast- und Sobankwirtschaftsgewerbe auf Grund der Bundesratsverordnung vom 23. Januar 1902 aktuell geworden ist,

wurde ein einseitiger Beschluss nicht gefasst, obwohl, wie es in der Fachzeitschrift «Handel und Gewerbe» heisst, «die darüber erfolgten Aeusserungen überwiegend dahin gingen, dass während der gesetzlichen Ruhezeit die Angestellten nicht beschäftigt werden dürften, auch wenn sie selbst es wünschten». Ebenso wurde der Antrag des deutschen nationalen Handlungsgehilfenverbandes auf Beseitigung der Sonntagsarbeit im Grosshandel und Beschränkung derselben im Kleinhandel einstimmig abgelehnt.

Die Anfrage des Reichskanzlers an die Gewerbeinspektionen, ob es zweckmässig sei, den Maximalarbeitstag für Frauen von 11 auf 10 Stunden herabzusetzen, die Mittagspause zu verlängern und den Arbeitsschluss an Vorabenden der Sonn- und Festtage auf eine frühere Stunde zu verlegen, wurde von der Kommission im Interesse der Arbeiterinnen einstimmig verneint, wie es überhaupt weder nötig noch empfehlenswert sei, auf diesem Wege weiter vorzugehen. Gleichzeitig nahm die Kommission Veranlassung, ihr ernstes Befremden auszudrücken, dass zur Begutachtung dieser Angelegenheit nur die Gewerbeinspektionen und nicht die zur Vertretung von Industrie und Handel gesetzlich berufenen Körperschaften herangezogen worden seien.

Dem Gesetzesentwurf betreffend Kinderarbeit in gewerblichen Betrieben wurde im allgemeinen zugestimmt, da unzweifelhaft Missstände festgestellt seien, die der Abhilfe bedürften. Immerhin fanden sich in den Vertretern der Handelskammer zu Chemnitz auch Stimmen, die sich gegen den Entwurf erklärten. Die Zweckmässigkeit der Ausdehnung des Geltungsbereiches des Gesetzes auf die Beschäftigung von Kindern überhaupt, also auch solcher in der Landwirtschaft, wurde mit 3/4 Mehrheit angenommen. Anträge auf Festsetzung eines Mindestalters von zehn Jahren im Betriebe von Werkstätten, im Handelsgewerbe und im Verkebergewerbe wurden ebenso wie die auf Zulassung der Beschäftigung auch in der Zeit zwischen 8 Uhr abends und 8 Uhr morgens und vor dem Vormittagsunterricht abgelehnt. Die Strafbestimmungen erklärte die Kommission als zu hart.

Endlich stand auch noch die Krankenversicherung der Hausgewerbetreibenden zur Beratung. Der vom Bundesrat hier aufgestellte Entwurf wurde mit der Begründung verworfen, dass er eine ausreichende Berücksichtigung der besonderen Verhältnisse der Hausindustrie und ihrer verschiedenartigen Formen vermissen lasse, wenn gleich er in seinen Zielen zu billigen sei. Es wurde verlangt, dass der Kreis der versicherten Personen enger und schärfer etwa in der Weise begrenzt werde, wie es in der Invalidenversicherung der Hausgewerbetreibenden der Textilindustrie geschehen sei oder dass ein Mindesteinkommen aus der Hausindustrie als Grenze der Versicherungspflicht festgesetzt werde, da die jetzige Fassung, die nur den Begriff der Selbstständigkeit zu Grunde lege, keine sichern Grenzen ergebe.

Auch die An- und Abmeldung der Hausgewerbetreibenden durch die Arbeitgeber wurde abgelehnt, ebenso wie es als ungerechtfertigt zurückgewiesen wurde, dass die Arbeitgeber der Hausgewerbetreibenden für die Einzahlung der Beiträge für diese und für deren Hilfspersonen haften sollten.

Aus den gesamten Verhandlungen der Kommissionen gehe hervor, dass der deutsche Handelstag den Bestrebungen der deutschen Sozialpolitik auf dem Gebiete der Arbeiterversicherung und des Arbeiterschutzes noch recht fremd, ja zum Teil feindlich gegenüber steht. All die Fragen, die, wie der Achtuhr-Ladenschluss, die Erweiterung der Sonntagsruhe im Handelsgewerbe, der Herabsetzung des Maximalarbeitstages für Frauen und die Krankenversicherung der Hausgewerbetreibenden seit Jahren die Ziele der umsichtigsten Sozialpolitik bilden, werden mehr oder minder unverblümt abgelehnt, und auch da, wo der Handelstag, wie in der Frage des Kinderschutzes, unter der Wucht der Tatsachen nicht länger auf seinem ablehnenden Standpunkt beharren kann, folgt er der allgemeinen Strömung, mehr der Not gehorchend als dem eigenen Triebe. Der deutsche Handelstag ist seiner Natur nach eine Unternehmer- und Arbeitgeberorganisation und es versteht sich, dass er ihre Interessen vertritt.



(689)

Aktiengesellschaft vorm. J. Spörri, Zürich

Export in Seidenstoffen und Foulards

Grösstes Sortiment am Platze

(Lager von zirka 2 Millionen Franken)

[1837]

Vertreten in Paris, London, Wien, Berlin

Leihbank Rapperswil in Liq.

Wir kündigen hiemit sämtliche **Sparbüchlein der Leihbank Rapperswil in Liq.** auf die reglementarische Frist zur Rückzahlung und machen darauf aufmerksam, dass mit der Fälligkeit der Einlagen die Verzinsung derselben aufhört.

Rapperswil, den 31. Oktober 1902.

(2015)

Die Liquidationskommission.

Solothurner Kantonalbank.

Aufkündigung von 4 % Obligationen.

Wir kündigen hiemit unsere sämtlichen im Jahre 1902 kündbaren 4 % Obligationen auf den nächsten Zinstag zur Rückzahlung auf.

Die Titel sind mit allen noch ausstehenden Coupons bis spätestens zum Verfalltag franko einzureichen, ansonst sie jeden Anspruch auf weitere Verzinsung verlieren.

Wir sind bereit, die gekündeten Obligationen unter Vergütung der erlaufenen Zinsen schon vor Verfall einzulösen oder umzutauschen in neue 3 1/2 % Titel, kündbar von 3 zu 3 Jahren.

Solothurn, den 23. Juni 1902.

(1304)

Die Direktion.

Kommerzieller Direktor

wird **gesucht** für grösseres industrielles Unternehmen in der Schweiz (Aktiengesellschaft). Derselbe muss tüchtige, erste Kraft, repräsentationsfähig, und in der Lage sein, sich mit zirka Fr. 50,000

als Aktionär an dem Unternehmen zu beteiligen. Antritt könnte sofort erfolgen.

Detaillierte Offerten unter Chiffre D 2655 Z sind zu richten an die Annoncen-Expedition J. Dürst, Kappelerhof 17, Zürich. [2027]

Leih- und Sparkassa Aadorf.

Garantiert durch die Bürgergemeinde Aadorf.

Reservefonds Fr. 60,000.

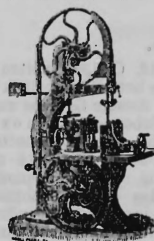
Wir sind Abgeber von

[2040]

3 3/4 % Obligationen

in beliebigen Abschnitten, 3—5 Jahre fest und mit jährlichen Zinscoupons versehen.

Die Verwaltung.



Fabriken Landquart

(Schweiz) (1846)

empfehlen als Spezialität:

Holzbearbeitungsmaschinen

jeder Art, neuester Konstruktion, besonders kräftig gebaut und in sorgfältigster Ausführung.

Courante Maschinen

in Landquart stets auf Lager.

Illustrierte Preislisten stehen gerne zu Diensten.

Hedderheimer Kupferwerk,

vorm. F. A. Hezse Söhne,

[1890]

Hedderheim bei Frankfurt a. M.

Kupferbleche, Scheiben und Böden, Kupfer-Schalen.

Feuerbüchsenplatten, flach und aufgebördelt.

Rund-, Quadrat-, Flach- und Façon-Kupfer.

Kupfer- und Bronze-Drähte, sowie -Selle.

Aluminium-Draht und -Selle, Bimetall-Draht.

Kupferrohre ohne Naht, Kupfer-Nieten.

Lager in den hauptsächlichsten Fabriken in Zürich.

Näheres daselbst Bürsenstrasse 21.